

Unité départementale de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier
38040 Grenoble

Grenoble,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HIRSCH France ex PLACOPLATRE

ZI de Leveau - 1602
38200 Vienne

Références : 2024-Is043T2
Code AIOT : 0006103240

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 dans l'établissement HIRSCH France ex PLACOPLATRE implanté ZI de Leveau 1602 38200 Vienne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection réalisée le 11 juin 2024 a donné lieu à deux rapports d'inspection :

- le présent rapport qui s'inscrit dans la mise en œuvre d'une action nationale sur la prévention des pertes de granulés de plastique industriel,
- un second rapport qui traite de diverses thématiques et s'inscrit dans l'exercice du plan pluriannuel de l'inspection.

Entre 52 000 et 185 000 tonnes de granulés plastiques industriels sont déversés accidentellement dans l'environnement au niveau européen depuis des sites industriels, des sites de manipulation, ou lors de leur transport. Il en résulte une pollution des milieux naturels (mer, eaux des surfaces, plages etc...) qui affecte les organismes vivants.

C'est pour prévenir cette pollution qu'une action nationale a été décidée, afin de vérifier la bonne mise en œuvre des mesures réglementaires imposées en application de l'article L.541-15-11 du Code de l'environnement qui dispose notamment :

"I.-A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. [...]"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HIRSCH France ex PLACOPLATRE
- ZI de Leveau 1602 38200 Vienne
- Code AIOT : 0006103240
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site visé par le présent rapport est une usine de production de polystyrène expansé de la société Hirsch France qui compte 4 autres sites de production. Près de 25 personnes travaillent sur le site de Vienne dont la production s'élevait à 231 000 m3 lors de la saison 2023/2024.

Le polystyrène expansé produit est destiné à des usages en construction, principalement dans le bâtiment comme isolant ou dans les travaux publics comme remblais spéciaux.

Le site est encadré par diverses dispositions du code de l'environnement, dont la sous-section 6, de la section 10, du chapitre Ier, du titre IV, du livre V, relative à la prévention des pertes de granulés plastiques industriels dans l'environnement. Il est également réglementé par différents arrêtés parmi lesquels :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du n°2000.4476 du 28 juin 2000 ,
- l'arrêté préfectoral du 11/03/2024 actualisant le tableau d'activités de l'installation.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Prévention GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :

- ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	Sans objet
2	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
3	Procédures de prévention de dispersion de	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	granulés de plastiques		

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a porté sur le respect des dispositions réglementaires introduites en application de l'article L541-15-11 du code de l'environnement.

Seule une non-conformité a été relevée sur la mise en place de ces dispositions. Elle porte sur l'obligation de publier une synthèse de chaque rapport d'audit relatif à la prévention des pertes de GPI. On retrouve cependant les certificats d'audits sur la page de Hirsch Isolation et les conclusions du rapport d'audit sont positives : <https://hirschisolation.fr/durable-et-responsable/>

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>D'importantes quantités de billes de polystyrènes expansibles sont utilisées sur le site dans le cadre de son activité de production de plaques de polystyrènes. Le volume maximal autorisé sur site est de 396 tonnes et la dimension des billes est comprise entre 0,2 à 0,3 mm avant leur expansion, 0,5 à 5 mm après leur expansion.</p> <p>Le site a fait l'objet d'un audit relatif aux GPI le 06/10/2023; il a été réalisé par un organisme certifié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée :

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.

Constats :

L'exploitant a mis en œuvre de nombreuses solutions pour prévenir la dispersion de GPI sur son site. Il a notamment réalisé des audits internes. Celui du 27/09/2023 recense des lieux où il existe des problèmes de pertes de granulés et pour chacun de ces lieux, l'origine de la perte est identifiée et une solution est proposée. Des affiches de sensibilisation sont affichées en salle de réunion et des photos faisant état de la suppression de certaines pertes de granulés datant de mai 2021 sont également affichées.

Un système de récupération a été mis en place au niveau des outils de découpe, des aspirateurs thermiques sont utilisés par les employés pour souffler et aspirer les billes dispersées sur le site et la clôture de l'installation est presque intégralement munie d'un filet pour prévenir la dispersion de GPI.

Un filtre est en place dans le réseau des eaux pluviales du site (nettoyé une fois par semaine à l'aide d'une épuisette), en amont du bassin des eaux pluviales. Un séparateur de matière en suspension est aussi en place au niveau du bassin des eaux pluviales et l'inspection n'a pas constaté la présence de billes de polystyrène dans le réseau d'eaux pluviales du site.

Une procédure relative à la réception des matières premières (billes de polystyrène) a été mise en place pour contrôler visuellement le bon conditionnement des cartons.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;

<p>c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;</p> <p>d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;</p> <p>e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;</p> <p>f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;</p> <p>g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p> <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Voir constat n°2.</p> <p>Les dispositifs mis en œuvre par l'exploitant répondent aux objectifs fixés par l'article D. 541-362 du Code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Audits des procédures par un organisme accrédité

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du</p>

décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.

Constats :

L'inspection a pu constater l'affichage d'une attestation de conformité relative à la prévention des pertes de GPI sur le site de la société exploitant le site de Hirsch situé à Vienne :

<https://hirschisolation.fr/wp-content/uploads/2024/01/Attestation-conformite-Audit-prevention-des-pertes-de-GPI-HIRSCH-France-Vienne.pdf>

En revanche l'inspection n'a pas retrouvé les conclusions du rapport d'audit sur le site de la société. Ces dernières font état d'une "Usine très propre" et aucune non-conformité au décret n°2021-461 du 16 avril 2021 n'est pointée dans ce rapport.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra faire publier les conclusions du rapport d'audit relatif à la prévention des pertes de GPI sur le site internet de sa société.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois